

CIRCULAIRE
du ministre de l'agriculture DAS n° 77-7029 du 7 mars 1977

Textes de référence :

- Loi n° 622 du 10 juillet 1976
- Décrets n^{OS} 991 et 992 du 2 novembre 1976
- Circulaires n° 2104 du 19 novembre 1976 et n° 7106 du 16 novembre 1976

Cette circulaire a pour objet de donner suite aux premières questions posées. Il y est répondu séparément par interprétation des textes et par référence à la jurisprudence existante pour l'enseignement technique.

I.- ACCIDENTS SUBIS PAR CANDIDATS AU COURS D'EXAMENS PUBLICS DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE

L'examen est à considérer comme faisant partie de la formation.
On peut distinguer parmi les candidats :

- les élèves d'un établissement d'enseignement technique public. La réparation d'un accident survenu au cours d'un examen public de l'enseignement agricole ou sur le trajet direct du domicile ou de l'établissement d'origine au centre d'examen et vice versa, demeure à la charge de l'Etat dans les mêmes conditions que si cet accident avait eu lieu dans l'établissement d'origine.

Le président du jury informe immédiatement de l'accident le directeur de l'établissement dont le candidat est élève. C'est ce directeur qui doit établir le dossier et le traiter avec la même diligence que si l'accident avait eu lieu dans son propre établissement.

- les élèves d'un établissement d'enseignement agricole privé reconnu. La réparation d'un accident survenu au cours d'un examen public de l'enseignement agricole ou sur le trajet direct du domicile ou de l'établissement d'origine au centre d'examen et vice versa, est allouée dans les mêmes conditions que si cet accident avait eu lieu dans l'établissement d'origine.

Le président du jury informe immédiatement de l'accident le directeur de l'établissement ou du cours privé dont le candidat est élève, c'est ce directeur qui doit établir le dossier et le traiter avec la même diligence que si l'accident avait eu lieu dans son propre établissement.

- les apprentis et les stagiaires de la formation continue. Il est rappelé que la loi du 10 juillet 1976 ne concerne ni les stagiaires de la formation professionnelle continue, ni les apprentis.

La réparation des accidents survenus dans le centre d'examen ou sur le trajet du domicile au centre et vice versa, doit s'effectuer dans le cadre du régime accident du travail dont ces stagiaires ou apprentis relèvent obligatoirement en vertu de leur statut propre.

II.- INCIDENCE DE CE NOUVEAU REGIME DE PROTECTION ACCIDENTS SUR LES ASSURANCES-ELEVES

Il résulte de la loi sus-visée que les élèves des établissements d'enseignement agricole sont couverts par l'Etat ou par la mutualité sociale agricole pour le risque « Accident du Travail » ; en conséquence, il n'y a plus lieu de souscrire une assurance en vue de la réparation des dommages corporels visés par cette loi.
Par contre, les autres risques non couverts par la loi du 10 juillet 1976, par exemple la

responsabilité civile, les dommages matériels, peuvent continuer à faire l'objet d'une assurance particulière.

III.- LES ACCIDENTS DE TRAJET

- la réparation des dommages corporels subis par les élèves s'effectue en application de la loi n° 622 du 10 juillet 1976.
- la réparation des dommages matériels occasionnés au véhicule de l'élève et les dommages causés aux tiers doivent continuer à faire l'objet d'une assurance suivant le droit commun.

IV.- UTILISATION PAR LES ELEVES DE LEURS VEHICULES PERSONNELS POUR FAIRE DES ENQUETES OU ETUDES DANS DES EXPLOITATIONS OU ENTREPRISES EN FONCTION D'UN PROGRAMME PEDAGOGIQUE ETABLI PAR L'ETABLISSEMENT

Deux cas sont à distinguer :

- Quand l'établissement assure ou organise le transport et l'encadrement des élèves, la réparation des accidents ne peut s'effectuer que dans ce cadre.
- Si l'établissement n'assure pas le transport ni son organisation et que les élèves sont alors conduits à utiliser leurs véhicules personnels, la réparation des accidents corporels se fait suivant la loi n° 622 du 10 juillet 1976 ; cependant, les intéressés doivent être informés que l'établissement n'est, pendant le trajet tenu d'aucune obligation de surveillance à leur égard.

La réparation des accidents du travail étant indépendante du moyen de déplacement ; il n'appartient pas à l'administration d'accorder une autorisation quelconque concernant le véhicule.

V.- ACCIDENTS CAUSES PAR DES TIERS (dans tous les cas et plus spécialement celui d'accident du trajet)

Quand un accident est causé par un tiers, la victime conserve son droit de recours contre l'auteur de l'accident selon les règles du droit commun. Cependant, l'administration (ou la mutualité sociale agricole) qui assure le service des prestations dues au titre de la législation des accidents du travail est admise à poursuivre le remboursement des dépenses exposées par elle.

L'attention est attirée, tout particulièrement, sur le fait que l'élève transportant dans son véhicule des condisciples victimes d'un accident ou l'élève ayant volontairement blessé un condisciple pourrait être considéré comme « tiers responsable ».

REMARQUE : Pour les cas III, IV, V :

Il est conseillé aux chefs d'établissements de signaler aux élèves et étudiants la nécessité de souscrire un contrat d'assurance couvrant bien ces types de déplacements et le transport éventuel de condisciples.

VI.- RESPONSABILITE DE LA VICTIME ENTRAINANT EXCLUSION DU CHAMP DE LA LOI

Le régime institué par la loi du 10 juillet 1976 vise à protéger les élèves contre les accidents liés à l'activité d'enseignement technique agricole par assimilation à des accidents du travail.

Certains accidents, par leur nature même, ne peuvent entrer dans le champ d'application de ces textes. Il en est ainsi par exemple d'une tentative de suicide, d'un accident survenant au cours d'une sortie irrégulière ou même simplement au cours d'une sortie libre ou d'une activité du domaine privé (exemple : pratique d'un sport dans un club non scolaire).

VII.- FAUTE INTENTIONNELLE DES MAÎTRES

Si l'accident peut être imputé à la faute intentionnelle d'un maître, la loi n° 622 du 10 juillet 1976 s'applique à priori, mais la victime ou ses ayants droit disposent d'un droit de recours complémentaire conformément à la loi du 5 avril 1937 sur la responsabilité des maîtres.

VIII.- COURS PAR CORRESPONDANCE

Dans ce cas, le bénéfice de la législation sur les accidents en agriculture ne peut s'appliquer qu'aux élèves sous statut scolaire et seulement lors des sessions de regroupement, des stages obligatoires dans des exploitations ou entreprises : autres que celles de la famille, ou lors des examens publics de l'enseignement agricole.

IX.- MILITAIRES

Les militaires qui suivent des cours ou stages dans les établissements d'enseignement agricole public ou se présentent aux examens peuvent bénéficier au même titre que les élèves de ces établissements de la législation sur les accidents en agriculture.

Si les cours sont suivis dans les établissements d'enseignement agricole privé l'administration militaire admet de considérer ses ressortissants comme étant en service mais il convient de le lui faire préciser dans chaque cas.

X.- VOYAGES D'ETUDES A L'ETRANGER, ECHANGES ENTRE ETABLISSEMENTS FRANCAIS ET ETRANGERS OU STAGES A L'ETRANGER

Lorsque des déplacements ou séjours s'effectuent dans le cadre des programmes et des activités normales de la classe, qu'ils sont organisés et contrôlés par l'établissement, les élèves bénéficient des dispositions de la loi n° 622 du 10 juillet 1976. Cependant, compte tenu des difficultés qui pourraient être rencontrées en cas d'accident important en territoire étranger, la plus grande rigueur est de règle dans la préparation du voyage. Les établissements privés devront, assez tôt avant le départ, prendre l'attache de la mutualité sociale agricole qui leur fournira les renseignements et documents nécessaires.

XI.- ELEVES ETRANGERS

Les élèves ressortissants de pays étrangers, qui suivent des cours dans des établissements d'enseignement agricole situés en France, participent à des stages ou passent des examens publics, peuvent bénéficier au même titre que les élèves de ces établissements de la législation sur les accidents en agriculture.